



Les comptes de la Banque mondiale

Par [Eric Toussaint](#)

Thème: [Économie](#)

Mondialisation.ca, 28 septembre 2019

[CADTM](#) 23 septembre 2019

En 2019, la Banque mondiale (BM) et le FMI atteignent l'âge de 75 ans. Ces deux institutions financières internationales (IFI), créées en 1944, sont dominées par les États-Unis et quelques grandes puissances alliées qui agissent pour généraliser des politiques contraires aux intérêts des peuples.

La BM et le FMI ont systématiquement prêté à des États afin d'influencer leur politique. L'endettement extérieur a été et est encore utilisé comme un instrument de subordination des débiteurs. Depuis leur création, le FMI et la BM ont violé les pactes internationaux sur les droits humains et n'hésitent pas à soutenir des dictatures.

Une nouvelle forme de décolonisation s'impose pour sortir de l'impasse dans laquelle les IFI et leurs principaux actionnaires ont enfermé le monde en général. De nouvelles institutions internationales doivent être construites. Nous publions une série d'articles d'Éric Toussaint qui retrace l'évolution de la BM et du FMI depuis leur création en 1944. Ces articles sont tirés du livre [Banque mondiale : le coup d'État permanent](#), publié en 2006, aujourd'hui épuisé et disponible gratuitement en pdf.

Depuis que la Banque mondiale est entrée en activité en 1946, chaque année sans exception, elle a dégagé un résultat net d'exploitation positif. En 1963, la Banque mondiale est confrontée à des bénéfices si importants que son nouveau président, George Woods, qui peu de temps auparavant était Président de la banque First Boston, propose à la direction de la Banque de distribuer des dividendes aux actionnaires comme toute banque qui se respecte [1]. L'idée est abandonnée car la direction considère que la distribution de dividendes donnerait une très mauvaise image de la Banque aux pays en développement endettés. On décide de transférer les bénéfices vers les réserves de la Banque. En 2005, les réserves totales de la Banque s'élevaient à 38,5 milliards de dollars.

Depuis 1985, le revenu [2] de la branche principale de la Banque, la BIRD (Banque internationale pour la reconstruction et le développement), a dépassé chaque année un milliard de dollars. Des résultats exceptionnels ont été atteints en 1992 (1709 millions de dollars de revenu), en 2000 (1991 millions) et surtout en 2003 (3021 millions).



Comment la Banque mondiale fait-elle des bénéfices ?

La BIRD réalise des bénéfices grâce aux remboursements effectués par les pays endettés à son égard, essentiellement grâce à quelques grands pays à revenu intermédiaire [3]. Les pays les plus pauvres ne se sont d'ailleurs pas en mesure d'emprunter à la BIRD, ils

empruntent à l'AID (Agence internationale de développement, IDA en anglais).

La BIRD réalise un bénéfice grâce à la différence entre ce que lui coûtent les capitaux qu'elle emprunte sur les marchés financiers d'une part, et l'argent que les PED lui remboursent (amortissement du capital emprunté + intérêt) d'autre part. Encore faut-il bien sûr que les PED remboursent effectivement la BIRD, et c'est effectivement ce qui se passe : la BIRD réussit à se faire rembourser régulièrement. Il y a bien sûr quelques exceptions et certains pays se comportent en mauvais payeurs, ce fut le cas du Zaïre sous Mobutu par exemple.

Pour avoir une idée du sérieux mis par les PED à rembourser la BIRD, il suffit de prendre en compte le tableau suivant. On s'aperçoit que les PED remboursent beaucoup plus à la BIRD que ce que celle-ci leur prête. Pour les PED, le transfert net est négatif depuis 1987. On constate également que malgré les énormes remboursements, la dette totale due à la BIRD a connu une croissance importante.

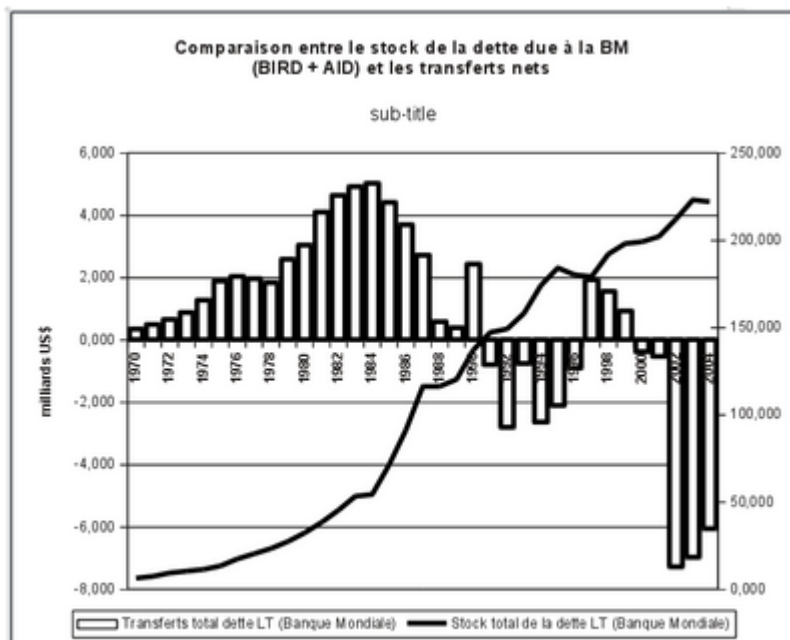
Évolution de la dette due à la BIRD par tous les PED entre 1970 et 2004				
en millions de dollars				
Année	Stock total	Montants prêtés	Montants remboursés	Transfert net
1970	4.377	672	491	181
1971	4.892	796	559	237
1972	5.517	928	630	298
1973	6.146	969	757	213
1974	7.136	1.338	883	456
1975	8.500	1.817	987	830
1976	9.984	1.937	1.151	786
1977	11.784	2.373	1.434	939
1978	13.812	2.661	1.780	881
1979	16.520	3.452	2.161	1.291
1980	20.432	4.224	2.666	1.558
1981	24.356	5.201	2.963	2.239
1982	28.570	5.828	3.611	2.217
1983	33.706	7.104	4.376	2.728
1984	33.426	7.917	5.217	2.700
1985	46.612	7.915	6.077	1.838

1986	63.411	9.768	8.881	887
1987	83.372	10.680	11.447	-767
1988	79.871	11.591	14.393	-2.801
1989	80.981	10.564	13.302	-2.738
1990	92.314	13.438	14.807	-1.369
1991	97.136	11.924	16.686	-4.762
1992	95.283	10.218	17.455	-7.237
1993	100.156	12.884	17.724	-4.840
1994	107.713	11.299	19.113	-7.814
1995	111.691	13.094	19.641	-6.548
1996	105.308	13.148	19.276	-6.128
1997	101.522	14.499	17.334	-2.835
1998	108.455	14.376	17.099	-2.723
1999	111.329	14.082	17.101	-3.019
2000	112.145	13.430	17.510	-4.079
2001	112.530	12.305	17.275	-4.970
2002	111.303	10.288	22.414	-12.126
2003	109.036	11.411	22.761	-11.350
2004	104.526	8.298	18.381	-10.084

Le graphique suivant présente l'évolution du stock et du transfert net.



La Banque mondiale affirme que les bénéfices qu'elle tire de la BIRD ne lui permettent pas d'équilibrer ses comptes à cause d'un déficit au niveau de l'AID qui octroie des prêts à bas taux d'intérêt aux pays les plus pauvres. Le graphique suivant montre que si on additionne les prêts de la BIRD et de l'AID d'une part et qu'on retranche l'ensemble des remboursements effectués par tous les PED (y compris les plus pauvres) à la BIRD et à l'AID, la Banque est largement gagnante depuis le début des années 1990. Ainsi, entre 1991 et 1996, le transfert net a été systématiquement négatif. Il en est de même depuis 2000.



Source: World Bank, Global Development Finance, 2005

Échelle de gauche : Transfert net sur la dette due à la BM (BIRD+AID) par l'ensemble des PED (en milliards de dollars)

Échelle de droite : Évolution de la dette totale due à la BM (BIRD+AID) par l'ensemble des PED entre 1970 et 2004 (en milliards de dollars)

A partir de 1984, la Banque mondiale décide de diversifier l'affectation de ses bénéfices ; outre l'augmentation des réserves, elle les utilise à doses homéopathiques pour certains programmes des Nations unies. C'est ainsi qu'en avril 1984, la Banque mondiale fait un don de deux millions de dollars au Programme alimentaire mondial, ce qui est acté dans le compte-rendu de la réunion de direction de la Banque mondiale comme un beau geste astucieux (« *good and astute gesture* ») [4].

Par la suite, à partir de 1985, la Banque mondiale a destiné une partie de ses bénéfices à des fonds spéciaux (généralement des fonds fiduciaires, *trust funds* en anglais) pour des objectifs limités : cela va de l'apport de la Banque aux allègements de dette des pays pauvres très endettés à l'aide à certains pays affectés par le tsunami de décembre 2004 en passant par des dons à l'Agence mutuelle de garantie des investissements, la cinquième filiale de la Banque mondiale [5].

Généralement, cette utilisation des fonds est critiquée par les pays à revenu intermédiaire car ce sont eux qui permettent à la Banque mondiale d'effectuer des bénéfices. Ces pays dénoncent le fait que les pays riches utilisent une partie des bénéfices réalisés sur leur dos pour des gestes de générosité à l'égard des pays les plus pauvres. Ils préféreraient une diminution des taux d'intérêt appliqués par la Banque mondiale.

A noter que la Banque est très active sur le marché des produits dérivés qui alimentent la spéculation internationale. En 2004, elle a enregistré un manque à gagner de 4 milliards de dollars en raison de ses opérations sur les produits dérivés en matière de change de monnaie. Bien que son activité classique ait généré des bénéfices comparables à ceux des années précédentes, cela a affecté ponctuellement son revenu net [6]. Mais on aborde là une activité parallèle de la Banque mondiale, certes fort discutable, mais qui nous éloigne de notre propos...

Série : 1944-2019, 75 ans d'intervention de la Banque mondiale et du FMI (Partie 21)

Notes :

[1] Kapur, Devesh, Lewis, John P., Webb, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century, Volume 1 : History*, p. 177

[2] Dans la suite du texte, l'expression « revenu » sera utilisée au lieu de répéter chaque fois « résultat net d'exploitation ».

[3] Les pays à revenu intermédiaire sont ceux dont le revenu national brut par habitant en 2003 est compris entre 766 et 9385 dollars. Ils empruntent à la Banque à un taux proche du taux du marché.

[4] Minutes of Managing Committee meeting, April 9, 1984, cité par Kapur, Devesh, Lewis, John P., Webb, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century, Volume 1 : History*, p. 341

[5] Liste complète de ces fonds : Fonds fiduciaire pour l'environnement, Facilité spéciale pour l'Afrique sub-saharienne, Fonds fiduciaire d'assistance technique pour l'Union Soviétique, Fonds fiduciaire pour Gaza et la Cisjordanie, Fonds fiduciaire pour le Timor Oriental, Assistance urgente pour le Rwanda, Facilité d'allègement de dette pour les pays bénéficiaires de l'AID, Fonds fiduciaire pour la Bosnie Herzegovine, Fonds fiduciaire pour l'initiative PPTE, Construction de compétences en Afrique, Fonds fiduciaire pour le Kosovo, Fonds fiduciaire pour la république fédérale de Yougoslavie, Agence de garantie des investissements multilatéraux, Fonds fiduciaire pour les pays à faible revenu en situation de crise. Fonds fiduciaire pour le Libéria, Fonds fiduciaire multiple donateurs pour Aceh et le nord de Sumatra, Fonds fiduciaire pour la remise en état de l'Inde après le Tsunami.

[6] Voir World Bank, *Annual Report 2005*, Washington DC, vol. 2, p. 33 et svtes.

La source originale de cet article est [CADTM](#)

Copyright © [Eric Toussaint](#), [CADTM](#), 2019

Articles Par : [Eric Toussaint](#)

A propos :

Eric Toussaint docteur en sciences politiques des universités de Liège et de Paris VIII, porte-parole du CADTM international et membre du Conseil scientifique d'ATTAC France. Il est l'auteur des livres, *Capitulation entre adultes : Grèce 2015*, une

alternative était possible, Syllepse, 2000, Le Système Dette. Histoire des dettes souveraines et de leur répudiation, Les liens qui libèrent, 2017 ; Bancocratie, ADEN, Bruxelles, 2014 ; Procès d'un homme exemplaire, Éditions Al Dante, Marseille, 2013 ; Un coup d'œil dans le rétroviseur. L'idéologie néolibérale des origines jusqu'à aujourd'hui, Le Cerisier, Mons, 2010. Il est coauteur avec Damien Millet des livres AAA, Audit, Annulation, Autre politique, Le Seuil, Paris, 2012 ; La dette ou la vie, Aden/CADTM, Bruxelles, 2011. Ce dernier livre a reçu le Prix du livre politique octroyé par la Foire du livre politique de Liège. Il a coordonné les travaux de la Commission pour la Vérité sur la dette publique de la Grèce créée le 4 avril 2015 par la présidente du Parlement grec. Cette commission a fonctionné sous les auspices du parlement entre avril et octobre 2015.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca